



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

*Centre de ressources
Grand Est*

Séminaire régional Acteurs intégration Grand Est

3 juillet 2020

Déroulement

- Interventions institutionnelles : DRDJSCS Grand Est et DAAEN
- Présentation de quelques éléments sur l'évolution de la présence primo-arrivante / immigrée dans le Grand Est
- Présentation de quelques enseignements relatifs à la crise sanitaire (analyse des questionnaires)
- Echanges avec les participants-es
- Présentation des modalités de travail en groupes
- Travail en groupes
- Présentation des éléments travaillés en groupes
- Pistes de travail pour le second semestre et conclusion par la DRDJSCS Grand Est

Interventions introductives

- Madame Brigitte DEMPT, DRDJSCS Grand Est
- Monsieur Philippe BOULANGER, DAAEN

Panorama de la présence primo-arrivante dans le Grand Est

- Madame Murielle MAFFESSOLI, ORIV

Présence immigrée : approche régionale

- Recensement de la population de 2016 : 491.976 personnes, 8,9% de la population de la région, nombre qui s'accroît légèrement d'année en année.
- Taux de présence immigrée un peu inférieur à celui relevé au niveau national (9,5%) mais variable selon les départements. Elle varie de 24,7% pour le Bas-Rhin à 1,4% pour la Haute-Marne.
- 5ème rang des régions françaises (cette place reste stable).
- 62%, soit 305.000 personnes, environ, sont des ressortissants de pays hors Union Européenne. Ce taux s'accroît à chaque recensement mais est très inférieur à celui relevé sur le plan national (68,9%).



Le terme d'immigré définit une personne ayant vécu directement la migration, quel que soit son statut administratif actuel au regard de la nationalité.

Ainsi « est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, et qui vit en France ». Un immigré peut avoir obtenu, ou non, depuis son arrivée en France, la nationalité française.

Source : Recensement de la Population, INSEE.

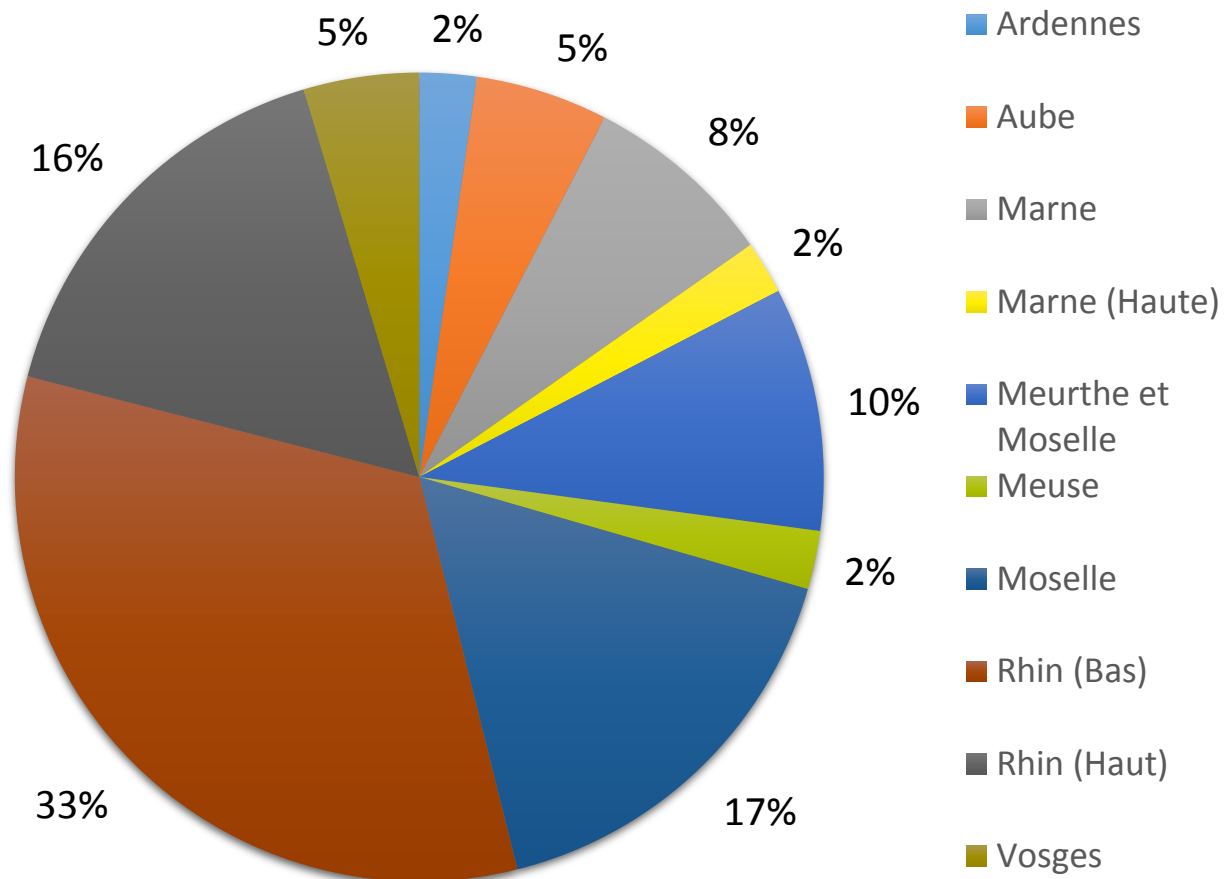
Des migrants au profil diversifié

- Les migrants arrivent pour des raisons diverses sur le territoire... le titre de séjour délivré (visa de plus de trois mois pour les ressortissants hors UE) rend compte de cette diversité.
 - ➔ Nombre de nouveaux titres de séjour délivrés en 2019 (données publiées en juin 2020 - Ministère de l'Intérieur / données provisoires) : 18.838 titres en Grand Est pour 274.676 en France entière. 6,9% des titres dans le Grand Est.
 - ➔ Un nombre de titres de séjour en plus forte augmentation dans le Grand Est (10,2%) que sur le plan national (6,1%).
- Répartition de ces titres :
 - Raisons familiales : 33,6% (Grand Est) / 32,8% (France) ↑
 - Etudes : 35,5% (Gd Est) / 32,8% (France) ↑
 - Motifs humanitaires : 16,8% (Gd Est) / 13,2% (France) ↑
 - Motifs professionnels : 7,5% (Gd Est) / 14,1% (France) ↓
 - Divers : 6,6% (Gd Est) / 7,2% (France) ↓

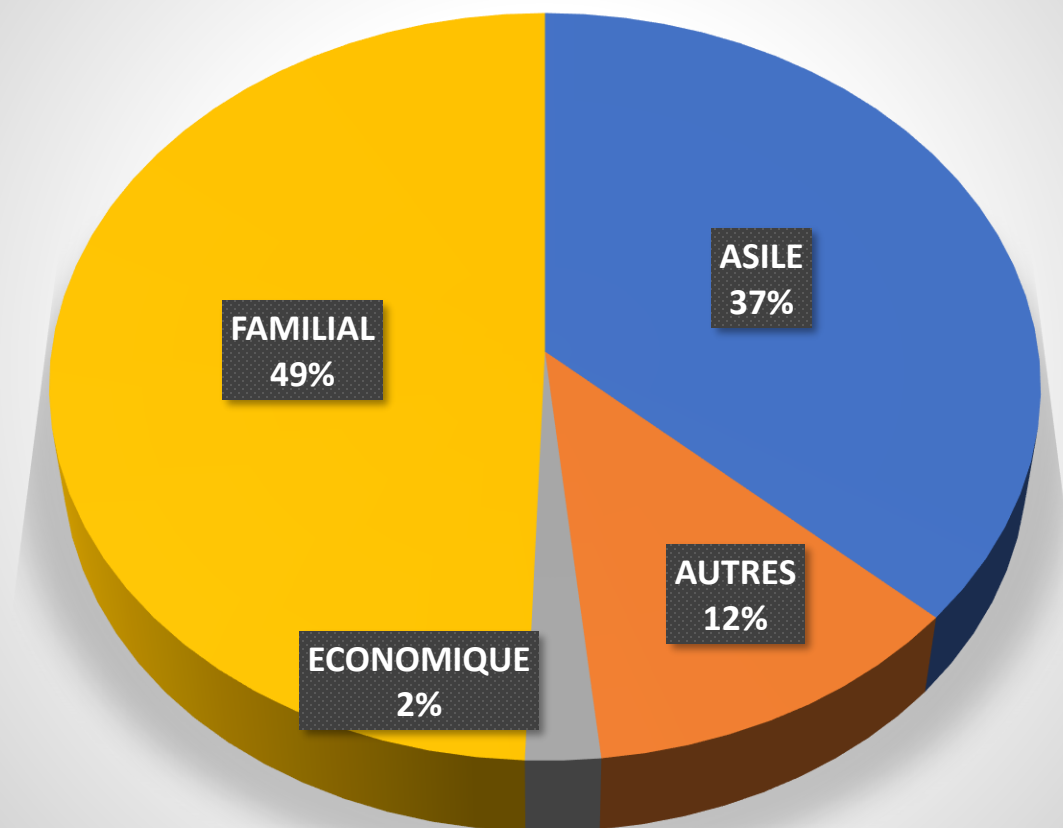
Présence primo-arrivants dans le Grand Est

- En 2019, 7.061 personnes ont signé un Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) dans la région Grand Est, soit un accroissement de 17,5% en un an.
 - Une répartition très inégale selon les départements en terme de nombre mais aussi très diverse en terme de profil socio-démographique.
 - Des évolutions très variables selon les départements : baisse des signataires sur les départements de l'Aube et de la Marne et accroissement fort sur le Bas-Rhin, les Vosges.
- Des tendances qui perdurent :
 - 50,9% des arrivées sont le fait de femmes.
 - Une diversification des origines : 115 nationalités différentes.
 - Un niveau de prescription linguistique élevé.
 - Un éparpillement des arrivées sur le territoire : 601 communes concernées.
 - Un accroissement des primo-arrivants relevant de la protection / asile.

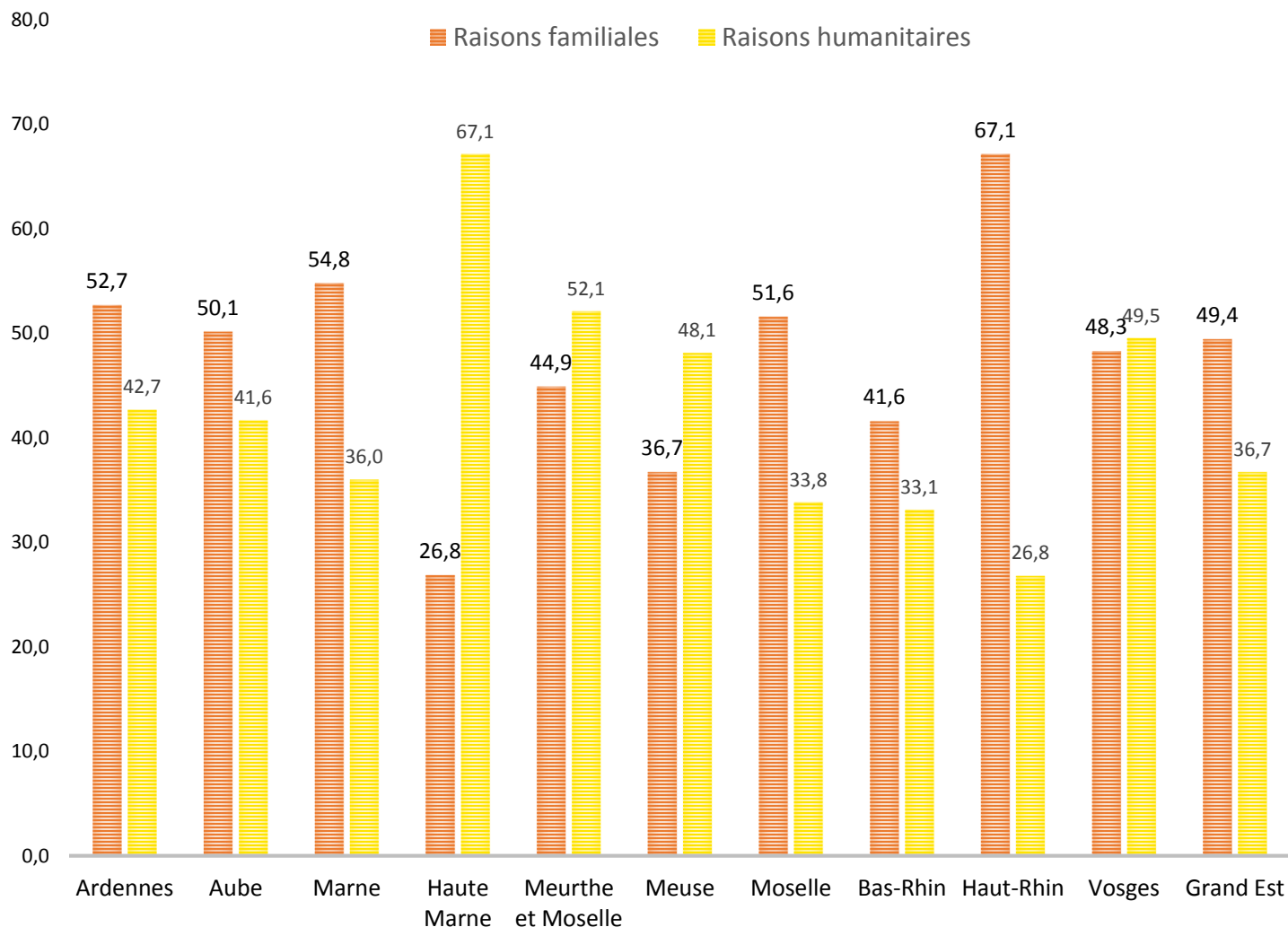
Présence primo-arrivants par départements



Répartition par type de séjour des primo-arrivants en 2019 dans le Grand Est



Comparaison par département entre deux types de séjour (2019)



Enseignements Enquête

- Madame Murielle MAFFESSOLI, ORIV

Enseignements enquête Flash

- Enquête par questionnaire, diffusée entre le 1er juin et le 11 juin.
- Diffusion par mail aux responsables des structures ayant perçu des subventions au titre du programme 104 en 2019 et 2020 sur l'un des territoires du Grand Est.
- Objectifs:
 - Identifier les principaux impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur l'activité et les perspectives à court et moyen terme des structures agissant en faveur de l'intégration,
 - Mieux connaître la manière dont les personnes auprès desquelles les structures interviennent ont été touchées par la crise.
- 75 questionnaires ont été renseignés (50,3%). Une grande diversité d'associations mais une sous-représentation des petites » associations.

... mais un impact similaire de la crise sanitaire

QUEL IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE ?

- 75% des structures ayant répondu considèrent que la crise à un impact très fort (27%) voire fort (48%).
- 40% des structures n'ont pas pu maintenir leur activité dans le champ de l'intégration et 60% ont maintenu l'action partiellement (tél, réseaux sociaux).
- Les actions maintenues relèvent du champ de la maîtrise du français et de l'accompagnement (social, accès aux droits ou psychologique).
- Sur le plan financier, elles ont largement eu recours aux aides mises en place par l'Etat. Un faible impact financier à court terme.

Un impact à prévoir dans le moyen terme...

UNE DEMANDE DE SOUTIEN...

- Un impact financier prévisible mais dont l'ampleur est difficilement identifiable.
- Une difficulté différée dans le temps long qui s'accompagne, pour certaines structures d'une absence de visibilité.
- Un besoin de soutien à deux niveaux :
 - D'ordre financier : maintien du soutien financier, obtention des subventions ou demande d'information sur les subventions, soutien face aux coûts supplémentaires liés à la crise et au déconfinement.
 - D'accompagnement en lien avec la reprise des activités dans le cadre de l'adaptation des compétences des salariés, la mobilisation des bénéficiaires des actions ou l'adaptation des actions.

Lien avec les bénéficiaires des actions

UN LIEN COMPLEXE A METTRE EN PLACE

- 80% des structures indiquent avoir mis en place des actions pour maintenir un lien avec les bénéficiaires des actions.
- Pour autant une sur deux seulement indique avoir pu garder ce lien.
- Le plus souvent ce lien est passé par des contacts téléphoniques ou les réseaux sociaux. 14% des structures se sont déplacés auprès des bénéficiaires et 12% ont maintenu des permanences.
- Quelques nouveaux bénéficiaires.
- Une reprise amorcée mais lente.

Les difficultés rencontrées par les primo-arrivants pendant la crise

DES PRIMO-ARRIVANTS-TES CONFONTES-ES A DE NOMBREUSES DIFFICULTES

- Plusieurs types de difficultés ont été identifiées (amplifiés par rapport à d'autres personnes par l'absence ou la faible maîtrise de la langue) :
 - d'ordre économique (alimentation, logements)
 - d'ordre relationnel (pas d'information, non accès au numérique ou non connaissance...)
 - d'ordre scolaire (impossibilité d'assurer un suivi de la scolarité des enfants)
 - d'ordre administratif (accès aux droits sociaux, papiers...)
 - liés à l'isolement (impact psychologique).

L'après crise... des demandes multiples

PRIORISATION DES ACTIONS A MENER...

- Pour les professionnels : remobilisation des publics, gestion des différentes contraintes, restructuration des actions et partenariat à reconstruire.
- Une priorisation des actions à mener : la formation linguistique arrive en première intention, suivi des enjeux liés à l'accès aux droits puis l'accompagnement social.
- L'accompagnement vers l'emploi, et l'appui psychologique peu identifié.
- En complément les acteurs ont mis en avant des enjeux en termes de fracture numérique ainsi que la nécessité de poursuivre le travail de proximité et l'importance de répondre aux difficultés que risquent de rencontrer ces publics, qui sont plus vulnérables que d'autres.
- La mise en commun des informations peut constituer un atout, tout comme une meilleure connaissance des difficultés rencontrées par ces publics.

Enseignements de la crise sur les pratiques

- Quel enseignement principal vous retenez de la crise sanitaire, du confinement dans la perspective d'optimiser les parcours d'intégration ?
- Fort de ces constats partagés, quels sont les « besoins », « enjeux » principaux que vous identifiez au sein du groupe afin d'optimiser les parcours d'intégration dans l'avenir ?

Temps d'échanges

Perspectives de travail...

- Madame Brigitte DEMPT, DRDJSCS Grand Est